

# Lutte de classe

## Les idées courtes du PT.

Le PT, par l'intermédiaire de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, conduit la même politique nationaliste qu'en France dans tous les pays où il a des partisans. (*Informations ouvrières*, n°841 page 13)

Par exemple au Mexique, alors que le gouvernement illégitime et illégal du président Calderon entend privatiser la compagnie nationale du pétrole PEMEX, les partisans de l'Entente, le Parti des travailleurs démocratique et indépendant, entendent s'y opposer en appelant à « *la défense de la nation* », car « *la patrie n'est pas à vendre* ». Un slogan digne de l'union nationale et de la collaboration entre toutes les classes de la société. Avec un tel mot d'ordre, il n'est pas nécessaire d'être très futé pour comprendre que tout mouvement même révolutionnaire serait rapidement récupéré par les représentants de la bourgeoisie mexicaine.

Admettons pour notre démonstration que ce point de vue repris par le PT pourrait se défendre au premier abord, mais dès que l'on gratte un peu, on se rend compte que cet argument est en contradiction avec le combat du prolétariat contre l'Etat bourgeois mexicain, qui, quel que soit le parti au pouvoir bafoue ses droits et le maintien dans la pauvreté.

André Camps explique que « *L'application de ces lois amènerait PEMEX à n'être qu'un simple producteur de pétrole brut, donc à perdre les deux tiers de ses revenus pétroliers (PEMEX, après réinvestissement des bénéfices, fournit à l'Etat 40 000 milliards de dollars par an).* » Bien, mais on est en droit de se poser une question : si la PEMEX en tant que société nationalisée réalise des bénéfices énormes, alors comment se fait-il que le prolétariat soit toujours soumis à un régime de misère ? Si demain, comme hier, la PEMEX demeure une société nationale mexicaine, qu'est-ce que cela changera pour le peuple mexicain ? Rien, absolument rien, les bénéfices engrangés par l'Etat seront investis dans des secteurs qui profiteront aux capitalistes mexicains (et étrangers) et à la petite bourgeoisie, tandis que le prolétariat et la paysannerie n'en verront pas la couleur. A moins de faire passer le Parti de la révolution démocratique de Lopez Obrador pour ce qu'il n'est pas.

Le combat contre la privatisation de la PEMEX ne devrait-il pas passer par le combat pour en finir avec l'Etat bourgeois au Mexique, par l'expropriation des capitalistes sur lesquels s'appuient Calderon aujourd'hui et Obrador peut-être demain ?

Au Mexique comme dans tous les pays d'Amérique latine, quel est le meilleur et fidèle soutien des gouvernements à la solde des multinationales et de l'impérialisme ? Les capitalistes mexicains et de chacun des pays d'Amérique latine. Dès lors, la ligne politique correcte ne devrait pas être de combattre pour la rupture avec l'impérialisme en défendant la nation ou la patrie, mot d'ordre qui d'une certaine manière convient parfaitement aux capitalistes des différents pays qui y trouvent leur compte puisqu'ils peuvent faire prévaloir dans ce cadre leurs intérêts spécifiques qui ne sont pas forcément contradictoires mais plutôt complémentaires avec ceux de l'impérialisme, afin de combattre à la fois les capitalistes des différents pays et l'impérialisme, il suffirait de briser les liens qu'ils entretiennent et qui reposent avant tout sur l'existence de la propriété privée des moyens de production qui sont justement détenus par les capitalistes.

C'est donc contre les capitalistes de chaque Etat qu'il faut mener le combat pour aboutir à la rupture avec l'impérialisme et non l'inverse, contre l'Etat et les institutions qui sont au service des capitalistes. Quand le PT met en avant systématiquement la rupture avec l'Union européenne, c'est également l'Etat et les institutions qui passent à la trappe.

Qui dispose réellement du pouvoir dans un pays ? Ceux qui détiennent le pouvoir économique. Le pouvoir politique a pour fonction en régime capitaliste d'assurer la stabilité des rapports sociaux entre les classes afin d'assurer la pérennité du régime, chacun vaquant tranquillement à ses affaires. Qui détient le pouvoir économique au Mexique, mais aussi au Venezuela par exemple ? Les capitalistes. Les capitalistes ne pourraient pas survivre un jour sans l'appui des banques, des banques locales qui pour la plupart dépendent de

banques détenues par l'impérialisme qui contrôle en grande partie l'économie mondiale.

Tant que vous ne vous en prenez pas aux bases des rapports sociaux d'exploitation, à la propriété privée des moyens de production dans un pays, vous ne remettez pas en cause le capitalisme. Brandir le mot d'ordre de rupture avec l'impérialisme ou avec l'Union européenne sans avancer le mot d'ordre d'abolition des institutions sur lesquelles reposent (légalement) le capitalisme, c'est laisser aux capitalistes les mains libres d'organiser la résistance contre toute tentative de remise en cause de leurs privilèges d'où ils tirent finalement leur pouvoir.

A ma connaissance, le capitalisme ne repose pas sur l'existence d'institutions européennes ou internationales mais sur des rapports sociaux d'exploitation existant dans chaque pays, donc c'est de là qu'il faut partir pour ensuite rompre avec le capitalisme mondial et ses agences, en allant du particulier au général si l'on veut.

Prenez un capitaliste mexicain qui fait des affaires dans le secteur des télécommunications, du bâtiment ou du transport. Si vous lui dites que la privatisation de la PEMEX va engendrer une hausse des prix du pétrole au Mexique, ou qu'un énorme trou dans les caisses de l'Etat en sera la conséquence, et que par conséquent ce sont tous les mexicains qui devront payer, y compris les patrons qui seront mis à contribution ou qui d'une manière ou d'une autre se retrouveront face à des revendications salariales encore plus pressantes de la part de leurs salariés, ce capitaliste va entonner le chant de la défense de la nation cher à son cœur. Prenons la situation inverse. Mais si on lui explique que cette privatisation va lui rapporter quelque chose, il va l'approuver, pas si sûr, car sachant compter il ne sera pas assez naïf pour le croire sur parole, il sait peut-être déjà que les privatisations partout dans le monde se sont soldées par une hausse des prix qui affectent tous les secteurs économiques. En tant que patron, il va se livrer un calcul rapide à faire, il devra répercuter cette hausse des prix ou des salaires dans le prix de vente de ses marchandises ou services au risque de perdre des parts de marché, à moins qu'il ne se résigne à rogner sur ses profits s'il en a la possibilité, afin de rester compétitif. Bref, cette privatisation sera peut être alléchante au départ et se transformera rapidement en casse-tête avant de devenir un réel cauchemar pour lui. Vous me direz que les patrons ne sont pas toujours aussi futés pour le comprendre et s'imaginer quand même qu'ils en tireront un bénéfice, car par principe ils sont opposés aux nationalisations et défendent bec et ongle la propriété privée des moyens de production.

Si je ne dis pas de bêtises, la privatisation d'EDF s'est traduite par une forte hausse des tarifs de l'électricité fournie aux entreprises. Celles qui disposaient d'une marge confortable pour absorber cette hausse n'ont pas rencontré pas de problèmes insurmontables, mais les autres ont été encore plus fragilisées. C'est aussi un moyen d'éliminer les capitalistes les plus faibles, etc. donc on comprend parfaitement que tous les capitalistes n'approuvent pas d'emblée la privatisation d'un secteur d'activité qui peut avoir d'importantes répercussions sur le fonctionnement de leur entreprise.

Cela explique que tous les capitalistes n'approuvent pas forcément l'intégration dans l'économie mondiale des secteurs économiques stratégiques de leur pays. Mais au bout du compte, que notre capitaliste mexicain soit pour ou contre la privatisation de la PEMEX, il n'en demeure pas moins un capitaliste, et pour rien au monde il accepterait de remettre en cause la propriété privée des moyens de production. S'il peut admettre l'existence de sociétés nationalisées, c'est à condition que l'Etat demeure au service du capitalisme. Or notre démarche est inverse, on admet l'existence de sociétés nationalisée, mais uniquement dans la perspective de l'abolition du capitalisme. Mais si on occulte cette perspective comme le fait le PT, sur quel terrain nous plaçons-nous ? Celui de la préservation du capitalisme et non du combat pour le socialisme. Toute la question est là à mon avis.

Sur le plan pratique, la question des nationalisations ne devrait jamais être posée sans poser la question du pouvoir politique, autrement dit : Qui déteint le pouvoir politique dans le pays : le prolétariat ou les capitalistes ? Qui dirige ces entreprises et contrôle l'utilisation de leurs profits : le prolétariat ou les capitalistes ?

Les deux questions sont intimement liées, les séparer c'est sombrer dans le nationalisme qui fait bon ménage avec le réformisme, c'est desservir la cause du prolétariat dont les intérêts fondamentaux ne pourront être satisfaits tant qu'il n'aura pas pris le pouvoir. Ce n'est évidemment pas le meilleur service que l'on puisse lui rendre, et sur le plan pédagogique c'est une véritable catastrophe, car au lieu de l'aider à prendre conscience des tâches qu'il a à accomplir dans une perspective révolutionnaire, on le contraint à penser uniquement dans le cadre du régime capitaliste, à mon avis ce n'est pas le meilleur moyen de l'aider à s'en émanciper.

Mon raisonnement repose sur cet objectif, alors que celui du PT repose manifestement sur autre chose, disons la nécessité de passer par une étape de type front populaire ou par un gouvernement plus démocratique au service des capitalistes, par des réformes, sans que jamais le prolétariat ne prenne le pouvoir comme l'ont

prouvé tous les exemples du même genre au cours du XXe siècle.